Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/Une-fausse-alternative-sortir-de-l,1279

Formation sur l'Europe avec Francis Wurtz

Une fausse alternative : sortir de l'Europe ou de la Finance...

- Idées -

Date de mise en ligne : mercredi 16 janvier 2013

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

La fédération du Rhône organisait ce lundi une formation sur l'Europe avec Francis Wurtz, ancien député européen. Une bonne participation, une trentaine dont plusieurs jeunes et une discussion riche...

Les réponses de Francis Wurtz dans la discussion ont conforté la demande de nombreux communistes que ce débat soit approfondi au congrès. Les rédacteurs du texte alternatif "unir les communistes" avaient raison d'en faire une des questions politiques fortes à ouvrir au congrès. Cela sera plus difficile avec la base commune retenue, mais les communistes sont souverains dans le déroulement des conférences...

Au delà du constat largement partagé sur le contenu réactionnaire des politiques mises en oeuvre par les institutions européennes, Francis Wurtz dans son introduction a présenté deux positions possibles pour les communistes en opposant la proposition de *"sortie de l'Europe"*, faisant référence aux écrits de Nikonoff et la proposition de *"changer l'Europe"* dont il est un des promoteurs politiques historiques [1].

Francis Wurtz reconnait un argument sérieux des promoteurs de la sortie *"de toute façon, on ne peut pas changer l'Europe puisqu'il faut l'unanimité des 27 et que c'est irréaliste"*, mais répond avec un argument tout aussi sérieux *"certes, mais sortir de l'Europe, ça n'est pas sortir du capitalisme financier. il n'y a pas de raccourci dans les luttes de classe"*.

Sa remarque est tout à fait pertinente, sauf qu'il peut d'autant mieux la présenter qu'il résume le choix de la sortie à ce qu'en disent les médias et passe totalement sous silence la position historique du parti communiste, position qui a été pour la première fois infléchie par Philippe Herzog avant que Francis Wurtz lui-même ne participe à un véritable retournement politique du parti communiste, le faisant passer d'une opposition résolue à la construction européenne au nom de la souveraineté nationale et de la lutte contre le capitalisme, à une position clairement pro-européenne.

Les écrits de Nikonoff sont publics et sa réponse peut être facilement trouvée [2], mais le problème de cette présentation est de présenter le débat des communistes comme un choix entre son orientation actuelle et une critique qui serait extérieure au parti, alors qu'au contraire le débat devrait porter sur le processus par lequel les communistes ont décidé de changer totalement de positions sur l'Europe ! C'est progressivement, dans des campagnes électorales ("bouge l'Europe") que ce retournement politique s'est opéré sans jamais qu'un congrès n'ouvre au fonds l'analyse de la nature de la construction européenne, de l'enjeu pour la souveraineté nationale et pour notre projet de société.

Ce qui conduit Francis Wurtz à dire qu'il y aurait eu une *"dérive libérale"* de l'Europe, comme si l'Union Européenne "avant" aurait été "non libérale". On ne comprendrait alors plus rien aux dénonciations de la construction européenne dont était porteur le PCF jusqu'aux années 1990... De fait, le parti communiste faisait une analyse radicalement critique de la construction européenne présentée comme un mécanisme au service de la domination du capitalisme, symboliquement initié par l'alliance Franco-allemande du charbon et de l'acier (CECA), prolongeant le cartel de l'acier d'avant guerre. Comme le montre précisément les travaux de l'historienne communiste Annie Lacroix-Riz, la construction européenne n'est pas du tout une démarche pacifique en réaction aux horreurs du nazisme et de la guerre mais au contraire, la poursuite, après la guerre, de cette alliance des grandes familles de l'acier et du charbon contre les peuples. A quel moment et pour quelle raison le PCF a-t-il décidé de remettre en cause cette analyse historique ?

Copyright © Le Vénissian

Certains diront, le problème n'est pas de débattre du passé, mais de discuter de la stratégie politique nécessaire aujourd'hui dans la crise en Europe [3]. Reprenons la question : sortir de l'Europe ou changer d'Europe ? Il est facile de voir que limiter la question à cette alternative prive les communistes du débat nécessaire. Car la seule question qui vaille est bien *"faut-il oui ou non sortir du capitalisme"* pour résoudre les problèmes actuels ? Et cette opposition est curieuse car tout le monde comprend bien que si un pays sortait de l'Europe, à coup sûr, cela ferait changer l'Europe ! Et qu'inversement, on ne peut pas changer l'Europe sans remettre en cause ses institutions, [4], c'est à dire de fait "sortir" de ces institutions là. Que la France sorte de l'Union Européenne actuelle et le bouleversement politique serait propice à de nouvelles alliances permettant un autre processus de coopération en Europe. *"Sortir"* peut donc enclencher un processus pour *"changer l'Europe"*... alors que *"rester"* dans ces institutions pour *"changer l'Europe"* peut être un enfermement dans la soumission au capitalisme et donc conduire aux pires des nationalismes... L'alternative présentée ainsi est un piège. Elle oppose la critique européenne de Nikonoff à la nécessaire critique du capitalisme, en laissant sous silence justement toutes les analyses, dont les contributions de Nikonoff, qui montrent au contraire le lien étroit entre les deux !

Prenons donc la question principale. Est-il plus facile d'affronter le capitalisme en posant la question au niveau national ou au niveau européen (voire au niveau mondial) ? Vieux débat qui a divisé les marxistes il y a un siècle et structuré l'opposition entre "trotskystes" et "staliniens"... Au 19ème siècle, beaucoup de marxistes pensaient que face au capitalisme apatride et mondialisé (déjà !), la révolution ne pouvait être que mondiale. Lénine en 1918 attend avec impatience la poursuite de la révolution en Allemagne. L'histoire l'obligera à chercher comment *"construire le socialisme dans un seul pays"*. C'est d'ailleurs une des leçons principales du XXème siècle et de la première décennie du XXIème siècle en Amérique Latine, les transformations politiques se font toujours dans un cadre national.

Mais est-ce que cela reste vrai en Europe en 2013 ? Est-il plus facile ou plus difficile d'agir pour des transformations politiques au niveau national ou au niveau européen ?

Francis Wurtz dira avec raison que pour *"changer l'Europe"*, il fallait être capable de mobiliser des dizaines de millions de personnes. Au delà des analyses historiques et économiques qui ont été largement traités dans d'autres articles, c'est une question politique dont les communistes peuvent s'emparer à l'occasion de leur congrès. Comment parler aux millions de Français à qui le capitalisme fait payer la crise avec violence ? Comment créer les conditions de mobilisation larges ? Francis Wurtz dira qu'il faut ne pas être sectaire et s'inscrire dans le rassemblement politique le plus large possible, à l'exemple du groupe gauche-verte de l'assemblée européenne [<a href='#nb5' class='spip_note' rel='footnote' title='interrogé sur l'amendement proposé . Mais quelle expérience ont fait les (...)' id='nh5'>5], mais l'Europe continuerait à être ce qu'elle est, celle de la concurrence, et la France resterait enfermé dans un capitalisme prédateur ! Et si Mélenchon allait jusqu'à dire *"Non, trop c'est trop, la France ne respect plus les directives européennes qui vont contre nos intérêts, dorénavant, les lois Françaises soutenues par la volonté citoyenne sont plus importantes que les directives européennes"*, alors de fait, il serait conduit à "sortir" des institutions européennes...

A l'inverse, imaginons un seul instant que le PCF revienne à ses positions historiques sur l'Europe et s'adresse par un appel large au peuple de France [6] en disant *"Trop c'est trop, l'Euro et l'Union Européenne" nous imposent un carcan juridique et économique au service d'un capitalisme destructeur, nous décidons de le refuser et de désobéir. Le peuple de France dot pouvoir rompre avec ce capitalisme, décider d'un autre modèle économique fondé sur la coopération et l'appropriation sociale, refuser de payer la dette capitaliste, exproprier la grande bourgeoisie de ses pouvoirs économiques pour donner aux travailleurs le plus largement possible le droit de décider des investissements, des productions utiles, des conditions de travail..."* Quel impact ! Quelle capacité de mobilisation, de transformation de la colère populaire contre l'Europe en choix politique contre le capitalisme !

Les communistes seraient alors à l'offensive contre le Front National, non pas sur le terrain des valeurs ou de l'humanisme, mais sur le terrain principal, celui de la concurrence ou de la solidarité entre travailleurs, d'ici ou d'ailleurs !

Copyright © Le Vénissian

Les communistes seraient alors à l'offensive contre le patronat qui accuse toujours les travailleurs de couter trop cher dans la concurrence avec les travailleurs des autres pays, en affirmant que l'état peut refuser et dénoncer la concurrence par tous le moyens nécessaires, y compris le protectionnisme !

Les communistes seraient alors à l'offensive pour d'autres coopérations européennes et internationales, libérées de la domination impérialiste de l'Allemagne sur l'Europe, mais aussi de la France sur l'Afrique !

Certains pensaient que Napoléon exportait la révolution Française dans toute l'Europe. L'histoire a montré que c'était beaucoup plus compliqué... En tout cas, une nouvelle révolution Française aurait un énorme impact dans toute l'Europe. Elle changerait surement profondément l'Europe, et si elle permettait d'entrainer d'autres pays dans la rupture avec le capitalisme, tant mieux, ce ne serait pas aux Français d'en décider mais à chacun des peuples concernés !

Ce débat, s'il n'est pas enfermé dans un clivage "sortir ou changer" peut unir largement les communistes et retisser des liens avec leur histoire et les milliers de militants qui ont quitté le PCF.

Beaucoup de communistes peuvent ouvrir ce chantier dans leurs conférence de section ou départementales, et ils peuvent s'appuyer sur letexte "Unir les communistes..."qui en faisait une question politique centrale résumé dans ce paragraphe

Copyright © Le Vénissian

Ouvrons le débat : comment se libérer de l'Union Européenne et de l'euro ?

L'acharnement du capital au travers de l'Union Européenne contre la souveraineté nationale montre bien que le cadre national reste le plus favorable à l'expression des peuples et au rassemblement.

Le refus de mettre en débat notre position concernant l'Union Européenne et l'euro nous coupe un peu plus des catégories populaires qui identifient l'institution et la monnaie comme directement responsable de la situation de notre pays.

La formule magique de la soi-disant "Europe sociale" a fait son temps, d'autant qu'elle est indifféremment utilisée par la droite et la gauche.

Même Laurence Parisot déclare dans un point de presse de juin 2012 : « Nous disons aussi qu'il nous faut une Europe sociale, qu'il ne peut pas y avoir de grande avancée économique, qu'il ne peut pas y avoir de discipline budgétaire s'il n'y a pas en même temps une pensée audacieuse sur la question sociale. Et nous, Medef, nous sommes prêts à aller sur cette voie ».

L'U.E. montre de plus en plus son vrai visage, celui d'un système dictatorial.

Nous pensons qu'il faut faire grandir le rassemblement du refus des traités et directives européennes jusqu'à l'exigence de faire éclater ce cadre institutionnel et monétaire. Il a fallu aux peuples d'Amérique du Sud mettre à bas l'accord de libre échange (ALCA) que voulaient imposer les USA pour pouvoir inventer un accord de coopération non marchand (ALBA) basé non sur une monnaie mais sur un outil de compensation entre monnaies nationales.

Une telle bataille du PCF constituerait un événement qui le rendrait identifiable par les catégories populaires, qui, à chaque étape, à chaque consultation, ont exprimé majoritairement leur rejet de cette construction européenne.

Une situation nouvelle serait ainsi créée en France et en Europe, une situation porteuse de ruptures et de bouleversements au profit des peuples, permettant de construire des nouvelles coopérations mutuellement avantageuses entre nations souveraines.

Copyright © Le Vénissian

[1] il présentera la proposition de sortie comme un "Yaka"... un des intervenants dans la suite lui répondant qu'on pouvait dire aussi "Yaka changer l'Europe", soulignant que cela ne règle rien bien sûr au débat de fonds, nécessaire...

[2] on peut se demander ce qu'aurait été le débat sur cette question sans le travail et l'engagement de Nikonoff !

[3] Pourtant, il semble difficile de décider d'une stratégie politique sans analyse marxiste de la réalité de cette crise et du rôle joué par l'Union Européenne

[4] tout comme on ne peut pas changer la France en restant dans la 5eme république

[5] interrogé sur l'amendement proposé .

Mais quelle expérience ont fait les communistes depuis 20 ans que le PCF s'affirme progressivement comme "pro-européen" ? Que disent les ouvriers constatant les fermetures d'usines, ceux de Bosch qui voient ce groupe allemand privilégier l'Europe "allemande" pour ses investissements ? tous ceux qui constatent que l'Allemagne a utilisé l'Euro pour favoriser ses exportations chez ses voisins faisant exploser les inégalités des échanges en Europe ? Que dire à tous ceux qui en Grèce et au Portugal, mais aussi en France, constate qu'avec l'Euro les inégalités se sont aggravées ? Que disent ceux qui voient les socialistes prolonger la réforme Sarkozy des collectivités locales en proposant des "euro-métropoles" défaisant les communes, les départements et les régions ?

Francis Wurtz propose de leur dire *"si l'Union Européenne menait une vraie politique de gauche, l'Euro serait en votre faveur, l'Europe pourrait être sociale et contre la rigueur..."* Mais c'est alors lui qui ne répond pas à la question. *Comment l'Europe peut-elle mener une politique sociale en restant dans le capitalisme ?* Or les salariés, surtout en France, ont bien compris la réalité de la "concurrence libre et non faussée". Ce n'est pas une déformation du capitalisme, mais sa vérité profonde. Dans cette société, la seule loi est celle de la concurrence, c'est à dire du plus fort. Donc pour être convaincant, Francis Wurtz devrait dire *"nous voulons changer l'Europe en la libérant du capitalisme, nous voulons une Europe Socialiste !"* Mais, car cela apparaitrait comme trop ambitieux et/ou pour ne pas être sectaire, il ne le dit pas, il dit qu'il faut *"une vraie politique anti-libérale"* en Europe.

Et un des intervenants lui dira *"oui, mais alors, si Mélenchon avait gagné les présidentielles et avait tapé du poing sur la table européenne, que se serait-il passé ?"* Effectivement, qu'aurait-il fait s'il respecte les institutions européennes, les directives européennes, l'Euro et la banque centrale européenne ? Imaginons qu'il ouvre le conflit, un peu comme l'Angleterre réclamant son chèque, quelle est l'issue politique ? Un accord sur un "chèque" Français ? Ca ne ferait pas changer l'Europe ! Ça pourrait peut-être protéger un peu la France sur certains aspects [[d'ailleurs, tout gouvernement, de droite comme de gauche, peut défendre certains aspects de la politique Française en ne mettant pas en oeuvre certaines directives..., ce que malheureusement, ils ne font pas pour toutes les questions sociales...

[6] et aussi d'ailleurs aux autres peuples européens en relation avec les autres partis communistes... ce qui suppose de leur parler bien sûr...

Copyright © Le Vénissian